

Angin 18-5-85

Mes camarades,

Souvenez-vous du beau mois de mai 1981. Souvenez-vous de la gauche conquérante d'alors.

Nombreux étaient ceux qui, à l'époque, aimaient à répéter le mot de Bracke-Desrousseaux : "les difficultés commencent".

A l'époque ce n'était pas vraiment le moment des difficultés. Ce moment est venu plus tard. Il a fallu mettre en oeuvre la politique de rigueur.

Ce fut pour chacun d'entre nous un moment difficile. Ce fut pour la gauche un tournant décisif, une victoire sur elle-même.

Depuis le début du siècle, la gauche française n'a guère gouverné plus d'une quinzaine d'années. Et depuis la seconde guerre mondiale jusqu'à l'élection de François MITTERRAND à la présidence de la République, la gauche française n'a gouverné que pendant six ans. Six ans pour la gauche contre 31 ans pour la droite !

Ces durées même provoquent des réflexes. Et c'est à ce niveau sans doute que se situent, pour la gauche française, les obstacles les plus rudes.

La gauche française au pouvoir est d'abord confrontée avec elle-même. Avec ce qu'elle veut garder de son passé, avec ce qu'elle veut devenir dans l'avenir.

Le passé de la gauche quel est-il ?

1-L'HERITAGE REPUBLICAIN

Il y a bien sûr, en premier lieu, la Révolution de 1789. Je sais bien qu'aujourd'hui elle est revendiquée par l'ensemble de l'échiquier politique français, mais il n'en demeure pas moins que la filiation est directe entre les républicains d'hier et la gauche d'aujourd'hui. Ce sont les hommes de gauche qui, au terme de plus d'un siècle et demi de lutttes, imposèrent finalement la République.

2-L'AVANCEE SOCIALE DE LA SECONDE REPUBLIQUE

Cet enracinement républicain de la gauche est d'ailleurs parfaitement illustré par la brève expérience de la seconde République en 1848. C'est à travers la République que s'exprimèrent pour la première fois les idées socialistes de Blanqui, Proudhon et autres, tandis que l'on s'interrogeait même sur l'éventuelle substitution du drapeau rouge au drapeau tricolore.

Cette véritable révolution sociale fut suivie d'une répression impitoyable 15.000 parisiens furent arrêtés et 4.000 ouvriers déportés en Algérie !

3-LA COMMUNE DE PARIS ET LA REPRESSION SANGUINAIRE

Une répression sans commune mesure pourtant avec celle qui suivit, en 1871, l'éphémère commune de Paris (mars à mai). Une commune née en réaction aux mesures favorables aux propriétaires prises par une assemblée largement dominée par les monarchistes. Une Commune qui place au premier rang de son programme politique - je cite - "la reconnaissance et la consolidation de la République".

La chute de la Commune provoqua 20.000 morts chez les Communards victimes des troupes "versaillaises" durant la "semaine sanglante". A cela allait s'ajouter 40.000 arrestations et 14.000 condamnations, la plupart à la déportation. La gauche française est décapitée pour une génération.

4-LE CARTEL DES GAUCHES ET LE "MUR DE L'ARGENT"

Les années 20 correspondent déjà à une période de mutation rapide de l'économie et de déséquilibre. L'inflation apparaît. C'est un phénomène nouveau né de la première guerre mondiale : il a bien fallu financer les dépenses militaires avec la trop fameuse "planche à billets" ! Elle favorise certes la croissance, mais voici que surgissent ces dérèglements monétaires, synonymes de crise, que nous voyons à nouveau se développer sous nos yeux.

A quoi répondait le Cartel des gauches ?

D'abord aux excès et à l'inefficacité de la droite française. Les excès c'était l'esprit "ancien combattant" de la chambre "bleu horizon". C'était les mesures cléricales, l'inefficacité, c'était une inflation non maîtrisée. C'était aussi la fausse manoeuvre de l'occupation militaire de la Ruhr.

Victime certes du "mur de l'argent", c'est à dire de la spéculation nationale et internationale, mais aussi trop timide sur le plan fiscal, le gouvernement Herriot sombrera dans une crise des changes et une crise de trésorerie.

5-L'EMBELLIE DU FRONT POPULAIRE

Avec les années 30 apparaît l'image d'une France conservatrice, devenue refuge des capitaux étrangers mais qui, endormie sur son matelas d'or ne voit pas que sa production industrielle est en train de baisser et que donc, en réalité, elle s'appauvrit. Il existe des pays qui deviennent pauvres à force d'être riches ! Les investissements s'effondrent et l'innovation se tarit. Face à cette situation la droite se précipite dans une déflation qui sera d'ailleurs incohérente et inefficace.

En réalité, c'est la faillite même du libéralisme qui devient patente. C'est pourquoi je m'étonne que, face à la crise contemporaine, certains croient pouvoir aller rechercher des solutions dans des méthodes qui échouèrent il y a un demi siècle et qui se sont révélées vaines depuis une décennie.

Je dirais donc qu'au delà de la protection des institutions républicaines face à la menace fasciste, au delà des avancées sociales (les congés payés notamment), le Front Populaire en France c'est d'abord l'échec de la droite. De la même manière, l'élection de François MITTERRAND en 1981 fut d'abord l'échec de la gestion libérale face aux chocs pétroliers et à la nouvelle mutation industrielle.

6-L'OEUVRE DE RECONSTRUCTION A LA LIBERATION

Si le Front populaire avait su préserver les institutions républicaines, la guerre et l'occupation les firent sombrer. Et dans sa grande masse, la droite française a souhaité et soutenu l'Etat français du maréchal Pétain, cette forme de "fascisme à la française".

Et lorsqu'à la Libération il fallu reconstruire un Etat en restaurant les institutions républicaines, ce fut l'oeuvre d'un gouvernement dirigé par le général de Gaulle et rassemblant communistes, socialistes et Démocrates chrétiens qui, à l'époque, s'étaient prononcé pour ce que nous appellerions aujourd'hui "la rupture avec le capitalisme".

Force est bien de constater que les tentations autoritaires et parfois même anti-démocratiques de la droite française sont d'ailleurs une constante. De l'affaire DREYFUS aux menées fascistes des ligues en 1934, jusqu'aux excès de l'Etat français, c'est toujours la gauche qui s'est dressée pour défendre les libertés individuelles et collectives pour préserver ou restaurer le cadre républicain.

Et la dimension sociale vient en complément de cette démarche, à chaque étape. C'est ainsi que l'on doit aux gouvernements de gauche de la Libération les principales nationalisations (jusqu'à celles de 1981) mais aussi la création d'un système de sécurité sociale.

7-LE FRONT REPUBLICAIN ET LA DECOLONISATION:

Le cas du Front républicain de 1956 fut un peu différent des précédents exemples historiques. Encore qu'on retrouve les menaces pesant sur la République à travers les conflits provoqués par le processus de décolonisation. Je constate que, là encore, la gauche a dû se battre sur le plan des institutions au moins autant que sur celui de la transformation sociale.

Toutefois, il faut bien admettre que la faiblesse même des institutions de la IVème République générât des gouvernements moins typés que précédemment. Et si, à l'évidence, le gouvernement Guy MOLLET de 1956 est à ranger dans la lignée des gouvernements de gauche, son implantation parlementaire, comme dans le pays était plus fragile.

DES CARACTERISTIQUES COMMUNES

Les épisodes que j'ai tenu à rappeler brièvement présentent tous un certain nombre de caractéristiques communes.

Il y a d'abord la joie, un enthousiasme populaire exceptionnel qui en fait bien plus qu'une simple alternance au pouvoir de forces politiques, bien plus qu'un simple changement de majorité. Ces moments ont toujours été perçus par le pays comme une forme de rupture et cela ne va pas sans conséquence importante pour les gouvernants.

En effet, il en résulte une forte tension du débat public dans la mesure où l'excès d'inquiétude, parfois même l'angoisse, de ceux qui ont perdu le pouvoir répond en quelque sorte à une attente souvent elle aussi excessive des partisans de la nouvelle majorité.

La seconde caractéristique commune découle d'ailleurs de ce sentiment de rupture largement partagé dans le pays. Les nouveaux gouvernants entreprennent en effet de répondre à l'attente qu'ils ressentent et qui pèse sur eux par un programme ambitieux de transformation sociale. Ce fut le cas en 1791 comme en 1848, en 1936 comme en 1946.

L'ampleur même de la tâche engagée comme le climat de passion au milieu duquel elle doit être conduite contribuent à expliquer que ces expériences gouvernementales aient toujours été de brève durée, de l'ordre d'une année.

On oublie trop souvent que jamais jusqu'à nos jours la gauche française n'a gouverné durant toute une législature, à plus forte raison durant un septennat. Ce que la France est en train de vivre depuis mai 1981, constitue donc, pour elle, une véritable "première historique".

Jusqu'à présent la gauche avait buté sur un obstacle majeur : son absence de maîtrise des leviers économiques. Il est vrai que c'est à ce niveau que se livre le combat central pour le pouvoir. Les leviers économiques dans nos sociétés européennes occidentales, non seulement ne sont pas contrôlés par la gauche, mais de plus, sont souvent mal connus d'elle. Ils sont par tradition culturelle associés aux forces conservatrices.

Le septennat de Valéry GISCARD D'ESTAING coïncide avec le début de la crise économique. Il débute avec le premier choc pétrolier et connaît également le second.

A cette situation, la droite française n'a pas su vraiment répondre. Elle a cru que ces difficultés étaient d'ordre simplement conjoncturel. Jacques CHIRAC, Raymond BARRE, et Valéry GISCARD D'ESTAING, n'ont donc cessé d'annoncer " le bout du tunnel", la prochaine sortie de la crise. En attendant cette heureuse issue, ils ont fait supporter par les entreprises les conséquences financières, affaiblissant ainsi la capacité industrielle du pays et mettant la France en retard dans la mutation exigée par la troisième révolution industrielle.

J'ajoute que les politiques économiques successives qui ont été suivies durant le septennat de Valéry GISCARD D'ESTAING s'apparentent à du "stop and go", à une conduite saccadée, à de véritables coups de boutoirs dont l'économie française s'est mal remise.

Après la relance massive effectuée par Jacques CHIRAC en 1975, M. Raymond BARRE a eu recours à une déflation sévère, mais inefficace, puisque lorsque François MITTERRAND est devenu Président de la République, l'inflation s'élevait à 14 %.

De même, le déficit du commerce extérieur français ne date pas de l'arrivée de la gauche au pouvoir. En 1980, alors que Ramond BARRE était premier ministre et que le dollar se situait à un cours extrêmement bas (4,50 F c'est-à-dire moitié moins qu'aujourd'hui) la balance du commerce extérieur faisait déjà apparaître un solde négatif important. Je me souviens qu'en 1982 nous avons calculé qu'en francs de l'époque, il s'élevait à 72 milliards!

Aujourd'hui l'inflation est moitié moins élevée que sous la droite.

Aujourd'hui nos équilibres extérieurs reviennent lentement à l'équilibre.

Oui, le parti socialiste se transforme en parti de Gouvernement. C'est nécessaire, c'est indispensable !

D'abord avec les communistes, aujourd'hui pratiquement seuls (même si je n'oublie pas le PSU et les Radicaux de Gauche), les Socialistes assument l'essentiel des responsabilités gouvernementales. Et pour la première fois dans leur histoire, ils inscrivent cette action dans la durée. Cela ils le doivent d'abord aux institutions de la Vème République.

La gauche, il est vrai, entretient avec les institutions de la Vème République une relation complexe. Si une partie des socialistes contribuèrent à leur naissance, nombre d'autres - à commencer par François MITTERRAND - en soulignèrent les limites et les dangers.

Pour ma part, à la lumière de mon expérience de Premier ministre, je suis plus que jamais hostile à toute forme de régime présidentiel. Dans le contexte français et compte-tenu de nos traditions historiques un tel mode de fonctionnement est lourd de dérives possibles, de dangers latents.

C'est d'ailleurs une des raisons qui m'ont conduit à défendre une réforme de la loi électorale législative et l'introduction d'une représentation proportionnelle. J'y vois en effet l'un des seuls moyens de rendre vie au Parlement en lui permettant de retrouver une forme d'autonomie dans la décision politique, donc une certaine autorité.

Les socialistes doivent assumer la responsabilité politique qui leur incombe dès lors que l'un des leurs a été élu Président de la République pour 7 ans et qu'ils disposent de la majorité absolue à l'Assemblée Nationale.

Il n'était donc pas question, comme cela a été le cas, lors des précédentes expériences gouvernementales, de réaliser en un an les principales réformes annoncées sans se préoccuper dans le même temps de gérer l'économie.

Le choix de la durée a des conséquences sur la pratique gouvernementale.

Il importe bien sûr, de respecter les engagements pris.

Décentralisation, nouveaux droits pour les travailleurs dans les entreprises, retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés, abolition de la peine de mort et des tribunaux d'exception, nationalisations, augmentation des redistributions pour les bas revenus (SMIC, minimum vieillesse etc..).

Cette politique a été rendue possible par la relance modérée qui a été pratiquée en 1981-82. Une relance qui était réclamée par pratiquement tous les candidats à l'élection présidentielle de 1981, à commencer par Jacques CHIRAC. Si je prends les principaux indicateurs économiques, je constate que grâce à ce soutien apporté à la croissance :

- Premièrement, nous avons permis au pouvoir d'achat des Français d'augmenter de 4% en 1981 et 1982, alors qu'il avait baissé en 1980, c'est-à-dire durant la dernière année complète du septennat de Valéry GISCARD D'ESTAING, et qu'il a baissé durant la même période aux Etats-Unis et chez nos partenaires européens.*
- Deuxièmement, nous avons stoppé la progression du chômage à la fin de 1982, ainsi que je m'y étais engagé à la tribune de l'Assemblée Nationale le 15 septembre 1981. Cette stabilisation a été maintenue en 1983.*
- Troisièmement, nous avons ramené l'inflation à un niveau que la France n'avait pas connu depuis pratiquement une décennie. Cette désinflation se poursuit.*

Cette politique, si elle nous a permis de maintenir l'activité économique et de stabiliser le chômage, ne pouvait être durablement financée par le budget. Il était nécessaire qu'elle soit relayée par une reprise de la croissance économique.

La gauche a fait mieux que BARRE, mieux que la droite. Par la durée, la gauche a pu s'appliquer à maintenir ou à rétablir les grands équilibres économiques en assurant le rang de la France dans une compétition internationale ouverte. La meilleure illustration de ce choix politique est la fidélité de la France au système monétaire européen.

Dans le même temps, nous avons refusé le conformisme social et la division internationale du travail.

Si la gauche a inscrit son action dans la durée, si elle accepte la logique de l'économie de marché, si elle accepte de travailler en économie ouverte, toutes ces contraintes ne signifient pas qu'elle doive abdiquer ses ambitions de transformation sociale.

La politique qu'elle mène ne peut se confondre avec celle prônée par les libéraux. Il n'est pas question de s'installer dans une société duale, ni de laisser l'emploi se réguler au gré des fluctuations des grands indicateurs de l'économie.

L'emploi n'est pas, contrairement à ce que disait M. BARRE, un solde, la conséquence enregistrée passivement des variations économiques. C'est une nécessité humaine. La société se doit d'assurer à chacun des siens le droit au travail.

De même, nos Etats ne peuvent accepter la logique actuelle de la division internationale du travail fondée pour l'essentiel sur l'exploitation des ressources du Tiers-Monde (que ce soit les matières premières et la main d'oeuvre) et sur la progressive réduction de l'Europe à un statut de sous-traitant des Etats-Unis.

L'assainissement économique est une condition nécessaire mais non suffisante. La rigueur n'est pas une politique en soi, c'est une méthode. L'assainissement dont j'ai décidé la mise en oeuvre en juin 1982 en prenant la plus rude des décisions, c'est-à-dire 4 mois de blocage des prix et des revenus, avait pour objectif de nous redonner des marges d'action.

Notre objectif doit demeurer de relever le principal défi posé à la gauche : le chômage.

Il nous faut en outre réussir le passage à la troisième révolution industrielle. Ce que la crise économique résultant des chocs pétroliers, ou plus simplement de la hausse des matières premières, a provoqué, c'est d'abord l'accélération de la mutation technologique. Ce qui fait que nous sommes passés en réalité d'une crise économique classique à une révolution industrielle sans toujours nous en rendre compte.

Et pour la première fois, cette révolution industrielle n'est pas née sur le sol européen. Elle est née sur les rivages du pacifique, en Californie, au Japon, en Corée etc...

L'Europe, dès le départ, a accusé un retard qu'il lui faut impérativement rattraper, que ce soit dans l'informatique, la robotique, Elle en a les capacités intellectuelles, techniques et financières. Seule la volonté politique continue de faire trop souvent défaut.

Pour réussir la modernisation, il faut non seulement une politique industrielle commune mais aussi une harmonisation des politiques sociales. L'un ne va pas sans l'autre. Or, l'Europe que nous connaissons se limite, pour l'essentiel, à sa politique agricole et à sa politique commerciale.

Enfin, nous devons rechercher une nouvelle répartition collective de la charge de travail. L'indispensable traitement du chômage passe par la formation et la réduction du temps de travail.

Nos sociétés resteront fragiles si nous continuons de marginaliser, comme c'est le cas aujourd'hui, plus de 10 millions de nos compatriotes de la communauté européenne. Nous ne devons pas nous leurrer, nous nous installons pour une décennie dans une situation de chômage chronique.

Cela n'est pas gérable avec les outils sociaux actuels. C'est pourquoi nous devons définir ensemble des réponses. L'une d'entre elles, je l'ai dit, c'est la formation. Pas un jeune de moins de 18 ans ne devrait être au chômage, il doit être en formation. L'autre réponse c'est la réduction du temps de travail. Que ce soit par le biais de pré-retraites, de réduction de la semaine de travail, d'année sabbatique, de flexibilité, nous devons y parvenir, et nous devons y parvenir ensemble.

Le 9 avril va sortir le livre que j'ai rédigé cet été : "A gauche".

Je reprends toute ma place dans le débat politique français. Mon objectif est principalement d'aider à cadrer un nouveau projet politique.

La gauche doit être fidèle à ses valeurs et donc connaître son histoire. Sa responsabilité historique consiste à réussir le passage dans la nouvelle société industrielle sans que le prix en soit payé par les travailleurs.

Tous les pays d'Europe occidentale sont placés devant ce défi et la réponse ne peut être que collective, c'est-à-dire européenne.